

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°96 AVRIL 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

BELGIQUE

la combativité ouvrière au coeur du capitalisme



Les luttes qui se produisent actuellement en Belgique constituent le premier mouvement significatif de la classe ouvrière en Europe après les événements de Pologne. Même si elles ne se reconnaissent pas elles-mêmes comme telles, elles sont la première manifestation de la vraie solidarité : celle qui exprime l'unité profonde de la classe ouvrière dans sa lutte contre toutes les formes de la bourgeoisie et du capitalisme. Dans le contexte mondial actuel, les luttes en Belgique s'inscrivent dans une dynamique qui continue à préciser les conditions de la montée générale de la lutte de classe mondiale.

La presse a été très discrète sur les grèves et les affrontements qui agitent la Belgique depuis deux mois. Les affrontements de la manifestation du 15 mars à Bruxelles y sont présentés comme un feu de paille, éteint aussi vite qu'il s'était allumé. Il n'en est rien. Ces affrontements s'inscrivent dans la réaction de la classe ouvrière à une attaque de la bourgeoisie sur tous les plans (voir l'article sur la crise dans ce numéro). Ce qui est en jeu en Belgique, c'est un mouvement d'ensemble contre la dégradation générale des conditions de vie de la clas-

se ouvrière, et ce, dans un pays coincé entre la Grande-Bretagne, la France, la RFA et la Hollande, au coeur de l'Europe, des centres vitaux du capitalisme.

LES OUVRIERS REAGISSENT

C'est d'abord spontanément que les ouvriers ont réagi à cette attaque frontale ; principalement dans la sidérurgie où, à Liège et à Charleroi (Cockerill), ils ont débrayé obligeant les syndicats à décréter la grève ; dans

le textile, où la bourgeoisie attaquait usine par usine et où ils ont refusé la diminution des salaires contre laquelle on leur proposait une pseudo stabilité de l'emploi (Motte). Les syndicats ont tout fait pour isoler, enfermer les luttes : secteur par secteur, région par région, avec des grèves bidons, des manifestations sans but et sans envergure. Mais, malgré le parfait rodage de cette tactique, les syndicats ne sont pas encore parvenus à limiter la combativité de la classe. A plusieurs reprises, ils furent hués, et même débordés :

-ainsi, lors de la première manifestation des sidérurgistes à Bruxelles en février, où la colère ouvrière a explosé, donnant lieu à des affrontements contre la police qui chargeait à cheval les manifestants ;
-ainsi, les débrayages imprévisibles des cheminots qui perturbent grandement le trafic ferroviaire ;
-ainsi, la dernière manifestation des sidérurgistes à Bruxelles, en mars, où les travailleurs ont résisté pendant plus de trois heures aux assauts furieux des "forces de l'ordre" ;
-ainsi, également les réactions qui se sont produites à Anvers, à Jemmapes, où les ouvriers se sont mis spontanément en grève à l'annonce des affrontements à Bruxelles.

malgré la répression en Pologne, l'avenir appartient toujours au prolétariat

Juillet-Août 80 : En Pologne la classe ouvrière mondiale, engagée contre l'exploitation et l'oppression bourgeoises, se livre la plus puissante et la plus longue depuis plus d'un demi-siècle. Dépassant l'éparpillement usine par usine, région par région, s'organisant par et pour eux-mêmes hors et contre l'Etat et ses syndicats, les ouvriers de Pologne font la preuve que l'acceptation passive de l'exploitation, l'impuissance face à la répression, le sentiment de désespoir face à une vie d'abrutissement, la peur du lendemain et la hantise de la guerre, ne sont pas des fatalités. A tous les prolétaires du monde, ceux de Pologne montrent que lorsque la classe ouvrière lutte unie et solidaire, lorsqu'elle agit massivement sur son terrain, elle est une force immense qui peut faire reculer le capitalisme.

En quelques semaines de combat ils portent un coup terrible au mythe des Etats socialistes, "ouvriers", utilisés par les fractions bourgeoises, "libérales", stalinienne, trotskyste, pour asseoir la domination du capital sur les exploités. En quelques semaines ils font ressortir clairement, que la ligne de partage de la société n'est pas entre l'Est et l'Ouest, mais fondamentalement entre exploités et exploités, entre bourgeois et prolétaires.

A une époque où, les gouvernements, partis d'opposition, syndicats, conjuguent leurs efforts pour imposer partout aux exploités toujours plus de sacrifices, épuiser leurs efforts de résistance dans le but de parvenir à les embrigader dans un nouvel holocauste mondial, la lutte du prolétariat en Pologne, jette les bases d'une reconnaissance par la classe ouvrière mondiale, non seulement de sa force mais surtout de son unité par delà les frontières des blocs impérialistes rivaux. Et c'est tout naturellement vers la Pologne que les prolétaires d'Europe et du monde tournent leurs regards.

Pourtant nulle part, ni à l'Ouest, ni à l'Est, le prolétariat, confronté à une dégradation très nette de ses conditions d'existence, ne marche sur les traces des ouvriers polonais, ne parvient à hisser ses luttes de résistance au niveau de détermination, d'auto-organisation, de généralisation auquel sont parvenus les ouvriers de Pologne. Mais si les prolétaires hésitent, la bourgeoisie internationale, elle, n'hésite pas. Très vite elle organise sa riposte.

LA CONTRE-OFFENSIVE BOURGEOISE

Les août 80, unissant ses efforts par-delà les frontières nationales et de blocs, se partageant les tâches entre fraction de l'Est et fraction de l'Ouest, entre gouvernement

La tension en Belgique avait déjà commencé en 81, lors de la négociation des conventions collectives sous le signe d'un budget qui bloquait les salaires. Des mouvements spontanés avaient alors éclaté, entre janvier et février 81, mais ils n'ont pu empêcher les syndicats d'accepter les conditions du gouvernement comme une "austérité justifiée". Malgré la combativité des ouvriers, malgré leurs tentatives de faire le tour des usines pour rechercher la solidarité, les syndicats étaient restés maîtres de la situation, avec leurs grèves "alternatives", leurs fausses informations sur l'état des

(Suite page 4)

sommaire

FRANCE:	
-après les illusions,	
le réalisme	P.2
-répression: la gauche	
à la manoeuvre	P.2
-les syndicats: à la	
pointe de l'attaque ca-	
pitaliste	P.3
AMERIQUE CENTRALE:	
massacres pour l'exemple ..	P.4
CRISE DU CAPITALISME	P.5
SOLIDARITE: lettre du	
GKP (Autriche)	P.7
CAPITALISME, DERNIERE	
SOCIETE DE CLASSES	P.8

(Suite page 4)

APRES LES ILLUSIONS ...

L'avenir qui s'annonce, le gouvernement français a de plus en plus de mal à le teinter en rose.

Les "petites phrases" sur la nécessité d'une politique réaliste se multiplient. L'accent des discours porte de plus en plus sur "le besoin de solidarité nationale" plutôt que de s'attacher à perpétuer les illusions sur de pseudo-changements.

La recrudescence de la crise et de la récession que traverse l'ensemble de l'économie occidentale se traduit partout par des mesures draconiennes et une amputation massive des budgets sociaux : aux U.S.A. où ils ont été réduits de 15 à 20 %, en R.F.A. où les syndicats ont conclu un accord avec le gouvernement pour réduire de 5 % les salaires dans l'industrie automobile, en Belgique, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne, en Scandinavie et jusqu'en Autriche, naguère vantée comme modèle de gestion social-démocrate par le gouvernement Mauroy.

La France ne peut avoir une place à part dans ce tableau. Déjà, les nouvelles conventions collectives par branches d'industrie et les premiers "contrats de solidarité" signés par le ministre du travail, vont dans ce sens.

Mais l'Etat français a déjà pris un important retard dans la mise en place des mesures pudiquement appelées par la bourgeoisie "d'austérité". Ce retard est de fait lié au sursis accordé par l'ensemble de la bourgeoisie occidentale qui a jusqu'ici évité d'exercer de trop fortes pressions sur l'économie française pour qu'elle se mette au diapason. C'était là la rançon d'une si-

tuation particulière, d'un accident de parcours de la bourgeoisie française qui, en laissant arriver au gouvernement sa fraction de gauche, s'est trouvée placée depuis le 10 mai dernier dans une situation beaucoup plus délicate que les autres bourgeoisies occidentales pour faire appliquer une politique économique rigoureuse et pour encadrer plus efficacement le front social. On constate en effet que la bourgeoisie a les coudées les plus franches pour imposer ses mesures d'austérité là où elle a pu placer ses fractions réputées "de gauche" dans l'opposition et non pas au gouvernement. Cela se vérifie aux Etats-Unis où le parti démocrate, trop lié aux syndicats, a été écarté du pouvoir, en Grande-Bretagne où la percée du parti social-démocrate créé à la droite du Labour Party empêche le retour des travaillistes au gouvernement malgré les mesures impopulaires de la "dame de fer", et dernièrement, plus crûment encore, en Belgique où toutes les fractions de gauche écartées du gouvernement s'attachent à endiguer le mécontentement social. En R.F.A. même, la création d'un nouveau parti à la gauche du S.P.D. le met en situation de perdre presque à coup sûr les prochaines élections.

Certes en France, la gauche au gouvernement a pu gagner neuf mois de tranquillité relative sur le plan social et brouiller les cartes sous un amas de fausses promesses en réussissant à rejeter la responsabilité de ses "insuccès" dans de mauvaises querelles avec la droite et à équilibrer tant bien que mal ses attaques par le double jeu syndical d'opposition et de désamorçage des conflits sociaux. Mais ces manœuvres n'auraient pas été possibles si

REPRESSION : LA GAUCHE A L'OEUVRE

■ "L'ordre social sera maintenu". Cette mise en garde, maintes fois proférée naguère par le gouvernement de Raymond Barre n'est pas, on le voit aujourd'hui, l'apanage des équipes de droite.

Mauroy annonce qu'il s'agit de "reprendre la voix de la fermeté contre ceux qui utilisent la violence à des fins politiques" et il rappelle que "dans la force tranquille" qui, selon lui caractériserait son gouvernement, "il y a d'abord le mot force".

Comme avec la droite, il ne s'agit pas de simples phrases en l'air. Avec la gauche, la répression est tout autant ancrée dans les faits quotidiens du pouvoir d'Etat. L'ordre a peut-être changé de mains mais la réalité qu'il représente elle, n'a pas changé.

Ainsi, en quinze jours, quatre usines ont été évacuées de leurs grévistes par les CRS du gouvernement "de gauche":

- le 23 février à Lyon, le préfet du Rhône fait évacuer la fonderie Leleu, occupée par une partie de son personnel, en majorité des travailleurs immigrés;
- le 24 février, c'est dans le Loiret que 300 CRS investissent l'usine Hutchinson de Chalette-sur-Loing, occupée par ses ouvriers depuis le 9 février;
- le 26 février, les grévistes d'Allo-Frêt à Montrouge (Hauts-de-Seine) sont eux aussi expulsés des locaux qu'ils occupaient depuis quelques jours;
- le 9 mars, c'était au tour de l'usine Sambre-et-Meuse à Saint-Brieuc d'être envahie par la police pour déloger les grévistes.

Il faut se rappeler qu'il y a peu de temps, les CRS étaient déjà intervenus dans les usines : notamment en octobre 81 pour "délivrer" le patron de la Cellulose (fabrique de pâte à papier) à Saint-Gaudens, sequestré par ses ouvriers.

La même chose s'était produite peu après dans une entreprise de Saint-Lô. Lors d'une manifestation, le 3 mars dernier à Perpignan, des travailleurs menacés de licenciement collectif chez le fabricant de poupées Bella avaient été bousculés par la police pour les disperser.

Dans le même temps, le gouvernement et le chœur de la gauche se déclaraient "impuissants" devant l'opération de commando déclenchée par une centaine de vigiles contre les grévistes occupant une fromagerie d'Isigny et devant l'intervention des producteurs de lait contre les grévistes de la laiterie de Riches-Monts à Brioude, tout cela sous l'œil placide de la police.

Le même scénario avait lieu à l'usine Fulmen de Clichy où le coup de force de la milice patronale provoquait l'assassinat d'un ouvrier en présence des "forces de l'ordre" (voir RI n° 95 : "Le meurtre d'un ouvrier").

A Clichy, Isigny et même Brioude, ce fut l'occasion de déclencher une campagne contre les chefs d'entreprise réactionnaires et les milices patronales privées qui venaient opportunément faire le sale travail qu'en d'autres endroits

le gouvernement ne se privait pas d'accomplir.

Avec cynisme, au ministère de l'intérieur, les "dangers" du développement d'opérations style milices privées étaient dressées comme alibis pour justifier les évacuations d'entreprise par la police : "il faut éviter les violences et l'intervention des milices privées. On préfère dégager avant".

Mais où est la différence ? Les ouvriers peuvent-ils préférer l'évacuation d'usines par ordre du ministère de l'intérieur sous le regard satisfait du patronat (le nouveau "patron des patrons", Y. Gattaz, a félicité le gouvernement "face à une situation sociale qui se détériorait" - une centaine d'usines étant quotidiennement occupées à l'heure actuelle et il y a 30% de grèves en plus que l'an dernier à pareille époque - pour "ce début de prise de conscience des pouvoirs publics"), peuvent-ils préférer cela à l'intervention de vigiles patronaux sous l'œil bienveillant de la police ?

Gouvernement et préfets de région ont beau avoir pu noyer le poisson à qui mieux mieux en rejetant les uns sur les autres la responsabilité des interventions de la police dans les usines, notamment après l'évacuation de l'usine Hutchinson, partis de gauche et syndicats ont eu beau en toute hypocrisie se déclarer "incrédulés" ou "scandalisés", on avouait dans les couloirs du ministère de l'intérieur, rapporté dans "Libération" du 2 mars 1982 que les décisions n'étaient pas prises à la légère mais en fonction de la situation locale et du degré de démobilisation ouvrière : "On juge en fonction des risques politiques : il ne s'agit pas de voir le lendemain 3000 personnes devant les portes de l'usine".

A tous les niveaux, il apparaît que la bourgeoisie se partage le travail à travers de fausses querelles : entre droite et gauche, entre partis et syndicats, entre milices privées et police officielle, entre gouvernement et préfets, etc...

De fait, ce scénario qui renvoie à la menace de répression correspond beaucoup moins dans la situation de faible niveau, d'isolement, d'éparpillement et d'encadrement syndical des luttes à une riposte à un danger prolétarien réel - l'essentiel du travail de sappe et de pourrissement des luttes étant assumé par les syndicats (voir l'article sur "les syndicats" dans ce numéro) qu'à une série de tests de mise au point et au renforcement et au contrôle d'un appareil répressif qui ne se manifeste pas seulement contre la classe ouvrière mais s'étend à l'ensemble du corps social.

A Chooz, c'est 1500 gardes mobiles (dans une région où, depuis des années, se sont déroulées de nombreuses manifestations anti-nucléaires mais où le gouvernement giscardien n'avait lui-même jamais mobilisé plus de 800 policiers) qui chargent à coups de grenades offensives moins d'un millier de manifestants, puis les poursuivent, les traquent et les matraquent dans le canton de Rumay, la ville voisine. La "gauche" n'a même pas hésité à envoyer

"Nous sommes aux côtés des humiliés de ceux que l'on bouillonne, que l'on torture et que l'on persécute, DES TRAVAILLEURS SANS DROITS des paysans sans terres des néo-colonisés sans armes de tous ceux qui tout simplement veulent vivre et vivre libres." (Discours au sommet de Mexico en octobre 81)



BLINDÉS ET CRS CONTRE MANIFESTANTS A CHOOZ



CONTROLES POLICIERIS

des petits blindés contre les manifestants, pour montrer sa "force tranquille".

Le bilan officiel est de 6 blessés et 2 arrestations qui ne comprend ni les nombreux passages à tabac dans les cars et les locaux de la police, ni la mention du sort d'un manifestant qui aurait été jeté dans la Meuse selon plusieurs témoins.

Une semaine auparavant, lors d'échauffourées avec les gardes mobiles sur le site éventuel d'une nouvelle centrale dans la région nantaise, un manifestant anti-nucléaire avait reçu un éclat de grenade dans l'œil.

A Paris, une cinquantaine de squat-

UNE ORIENTATION DE PLUS EN PLUS CLAIRE DE TOUTES LES BOURGEOISIES

La police qui charge à cheval la manifestation des sidérurgistes à Bruxelles, la répression violente des manifestations anti-nucléaires en RFA ou en Grande-Bretagne, les arrestations massives de "terroristes" en Italie ("pour l'exemple"...): ce sont toutes les bourgeoisies occidentales, de droite ou de gauche qui emploient de plus en plus la manière forte : la crise aiguise les tensions sociales, et la bourgeoisie ne peut plus donner des miettes pour les calmer. Partout l'appareil répressif se renforce.

En France, le budget de la police a été augmenté de 19,5 % en 1982 par rapport à l'année précédente, permettant le recrutement de 6000 nouveaux poli-

ters, pour moitié d'origine africaine, ont été délogés et gardés à vue par une cohorte composée de plusieurs huissiers, deux escadrons de gardes mobiles, une trentaine d'inspecteurs, deux sections de gardiens de la paix et un escadron de CRS ! Evidemment, cette démonstration de force visait davantage à impressionner la population du voisinage que les squatters !

A la RATP, outre la présence de plus en plus assidue de la police dans le métro, sous l'impulsion d'un patron et d'un ministre de tutelle du PC, 5300 nouveaux agents vont renforcer la surveillance du réseau et le contrôle des fraudes.

La modernisation des équipements "anti-émeutes" (nouvelles armes, nouveaux gaz, nouvelles protections et opérationnalité des blindés, etc...).

Le battage fait autour de la "démocratisation" de la police masque mal le renforcement du contrôle étatique central sur l'appareil de répression.

Si différents scandales qui ont émaillé les règlements de compte entre cliques bourgeoises sont apparus fort éclairants au demeurant sur les moyens de financement des partis politiques et sur les liens de ces partis avec les clans de la pègre, ces scandales "révélations" ont avant tout été exploitées pour étendre les moyens de

... LE REALISME

fondamentalement la gauche n'avait réussi à repousser les échéances économiques majeures de la situation face à la crise, tout en ne pouvant impulser par ce dernier moyen qu'une timide relance à court terme au prix d'un énorme déficit budgétaire de 100 milliards.

Le gain immédiat de cette politique a été d'étirer au maximum la durée d'un précaire "état de grâce" qui, les résultats des élections cantonales le confirmant, a pris fin à l'heure où les factures s'accumulent.

La note à payer qui va retomber sur la classe ouvrière s'annonce d'autant plus lourde que la fuite en avant dans le déficit budgétaire du gouvernement n'est plus tenable. L'attaque du franc par les milieux financiers internationaux craignant pour 1983 le doublement du déficit budgétaire en France a fixé des limites à cette manœuvre. Tous les partenaires commerciaux de la France ne manifestent qu'une hâte : revendre une monnaie de moins en moins sûre. Le résultat c'est que le franc, déjà dévalué l'an dernier, chute et dérègle davantage le fragile équilibre monétaire.

Mais si le franc et l'économie française ont pu si vite bénéficier du soutien de la C.E.E. (notamment des banques centrales allemandes, hollandaises et suisses), ce n'est pas sans une contrepartie prévisible : la réorganisation de la politique économique française. Les mesures à venir (ponction des budgets sociaux pour freiner l'accélération du déficit budgétaire, nouvelles vagues de licenciements et de fermetures d'entreprises engendrant une accentuation du chômage...) s'annoncent d'autant plus brutales.

Le relatif succès de la gauche dans le contrôle de la situation sociale est donc avant tout dû au retard pris dans les mesures contre les ouvriers. Et, en conséquence, il demeure lié aux restes d'illusions sur la capacité de "changement" de cette même gauche, à la difficulté pour le prolétariat de dégager des perspectives propres, hors des ornières de la gauche et des syndicats.

Mais en fait la gauche au pouvoir se trouve dans une situation délicate. Face aux échéances des mesures à adopter qui vont frapper plus durement la classe ouvrière, la gauche va devoir dévoiler plus avant son vrai visage et s'exposer davantage aux risques d'explosions sociales en ayant beaucoup perdu de son pouvoir d'illusionner la classe ouvrière et de l'efficacité de son contrôle.

La situation où s'est enlisée la bourgeoisie en France ne peut qu'aider le prolétariat à délimiter plus clairement le camp de ses ennemis. Même un retour de la gauche dans l'opposition ne suffira plus à effacer cette expérience.

Toute la raison d'être de la gauche se trouve dans sa capacité d'encaisser la classe ouvrière. Cette force s'appuie sur les illusions qu'elle parvient encore à entretenir et à préserver dans les rangs ouvriers. Si ces illusions sont balayées, c'est un rempart fondamental de la domination de la bourgeoisie qui s'effondre.

C'est pourquoi la perte de ces illusions est décisive pour la détermination des combats de classe en occident, et dans le monde.

LES SYNDICATS AU PREMIER RANG DE L'ATTAQUE ANTI-OUVRIERE

■ Ainsi, la besogne syndicale n'a pas varié d'un iota avec le pouvoir "socialiste". "Changement", dit le pouvoir ? Non, continuité, en pire.

ECOEURER DE LA LUTTE, LA RIDICULISER

A l'usine métallurgique de "SAMBRE et MEUSE" (Saint-Brieuc), les ouvriers n'ont toujours pas obtenu satisfaction à leurs revendications salariales après trois semaines de grève avec occupation. Les CRS viennent le 11 mars pour faire évacuer : c'est alors que, "pour sauver l'honneur des ouvriers", la CGT leur demande de balayer le réfectoire de "leur" usine, avant d'en sortir la tête haute sous les matras. Le patron a demandé 20 licenciements pour usage "abusif" du "droit de grève".

Aux usines "CERAVIER" de Tarbes, les syndicats ne sont toujours pas en panne d'imagination pour imposer de faux moyens de lutte aux ouvriers. Dernièrement, la CFDT, piquant à la CGT une méthode qui est plus souvent pratiquée par elle, envoie les ouvriers "lutter" en bloquant : un jour, l'aéroport ; un second jour, les routes nationales ; un troisième jour, les voies ferrées.

La CGT elle, empruntant à la CFDT sa recette "Lip", organise une "popularisation" de la lutte dans les rues de Tarbes : un cortège de Ferwicks installe la vente "sauvage" des produits fins de l'entreprise : ornements funéraires et autres articles de cimetières en céramique. C'est vraiment là ce que, en langage de fossoyeurs syndicalistes, on peut appeler : l'enterrément de la lutte.

A l'entreprise "GIPELEC" d'Argenteuil (Paris), les syndicats ont trouvé le remède pour user une combativité ouvrière trop forte à leur gré : afin de prévenir, prétendent-ils sans doute, le démantèlement des ateliers par le patron pendant le temps de sommeil, les ouvriers sont conviés à travailler le jour (car il faut "sauvegarder" le marché économique de la boîte), et à occuper la nuit.

Le même exemple de la grève à "GIPELEC", illustre bien la façon syndi-

cale de barrer la voie au développement de la lutte. Dans ce conflit, réside à la base un problème de transfert d'activités entre deux usines de la société : Argenteuil et Gisors, avec licenciements à la clé dans l'une et l'autre usine. Pour prévenir la généralisation naturelle, la CGT, façon milice patronale d'Isigny, organise un commando d'ouvriers d'Argenteuil qui est allé nuitamment faire le rapt de machines à Gisors, neutralisant, quasi militairement les ouvriers de Gisors, désolidarisés.

EMPECHER LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE

C'est bien dans ce domaine-là de la division ouvrière, que l'art bourgeois des syndicats culmine.

Le mois dernier (RI n° 95), nous avons vu l'un des fruits extrêmes de ce travail à l'usine CEAC-Fulmen de Clichy (Paris) : la mort d'un ouvrier. Un autre exemple récent nous est fourni par le cas de la grève à HUTCHINSON-Chalette (Loiret). Là, les syndicats ont lancé un mouvement dans le cadre de leur campagne pour l'application des "39 heures", mais la majorité immigrée des travailleurs de l'entreprise avait surtout des revendications salariales. Coupant ces prolétaires des ouvriers "français", les syndicats ont préparé le travail répressif des CRS venant violemment faire évacuer l'usine occupée par les immigrés (voir article ci-contre). Le sale produit de l'esprit syndical, on le retrouve dans la bouche de l'un de ces ouvriers dits "non-grévistes" : "Ces immigrés qui font la grève, dans un an, dans deux ans, ils seront rentrés chez eux. Ils s'en foutent de l'avenir d'HUTCHINSON" (d'après "Libération" 25/02). "Non-grévistes" ? Un peu partout, ces temps derniers, on entend les syndicats dénoncer la manipulation des "jaunes" par le patronat. Des "jaunes", malheureusement, il peut s'en trouver toujours parmi les travailleurs. Mais, ces "non-grévistes" que les syndicats stigmatisent avec cynisme, ce ne sont bien plus souvent que le résultat de l'inlassable et quoti-

dien labeur des syndicats pour bien cloisonner, parfaitement diviser les ouvriers entre catégories capitalistes, statuts, professions, sexes et nationalités. Ces "non-grévistes" sont aussi le fruit de l'écœurement de la lutte innoculé par les syndicats chez les ouvriers.

Depuis le 10 mai, les syndicats sont plus que jamais la pièce maîtresse de l'entreprise capitaliste contre les ouvriers. C'est à eux qu'est revenue principalement la tâche de faire assimiler comme progrès ouvrier au prolétariat, ce qui est proprement une attaque capitaliste contre la classe ouvrière : "les nationalisations", et les "39 heures".

C'est un problème de 765 licenciements (depuis octobre 81) et de fermeture d'entreprise qui est à la base de la lutte aux usines CERAVIER, filiale de la CGE (1300 salariés). Pour faire passer de toute manière des licenciements, la CFDT joue à fond la mystification des "nationalisations" : "les 580 emplois sauvés, c'est la limite du possible, dit le syndicat de Maire ; avec la nationalisation de la CGE (...), la solidarité jouera pour éponger les 7 milliards de centimes de déficit annuel et un plan d'emploi sera possible pour 1982. En attendant, il faut reprendre le travail, avant que les derniers clients nous aient oubliés." (d'après "Libération" du 24.02.82).

Cela n'est cependant pas suffisant pour épuiser la mobilisation ouvrière ; aussi, la CGT joue les "jusqu'au-boutistes" face à la CFDT, poursuivant l'occupation avec une partie des

ouvriers. Elle permet ainsi la division nécessaire des travailleurs pour que soit suivie de succès la demande de la CFDT d'application de la décision du Tribunal des référés, ordonnant l'évacuation des locaux.

La mise en scène de querelles entre syndicats est l'une des illustrations du partage des tâches dans la bourgeoisie. La campagne pour les "39 heures" a montré comment ce travail s'opère plus largement :

- entre "droite" et "gauche" bourgeoises ; la résistance vantée réactionnaire du patronat et de ses milices (voir les affaires d'Isigny, de Brioud et de Fulmen) vient pour renforcer le pouvoir mystificateur des "39 heures" du gouvernement, et s'offrir comme bouc-émissaire déviateur au mécontentement ;

- entre gouvernement "ouvrier", se composant un personnage d'Etat déchiré, de tempéreur, et les syndicats se faisant l'aiguillon de la "conquête ouvrière" de la "réduction" du temps de travail ;

- entre syndicats, encore, sur le chapitre de fixer le degré de compensation au patronat, alors que ce sont les "39 heures" qui constituent elles-mêmes une affaire pour la bourgeoisie (voir RI n° 95).

Au total, la manœuvre capitaliste consiste à paralyser le prolétariat dans les mailles d'un filet que chaque partie de la classe dominante essaye de resserrer autour de lui, en feignant de rejeter la responsabilité de l'agression anti-ouvrière sur les autres fractions "bourgeoises". Mx.

AMERIQUE CENTRALE

(suite de la page 4)

Le niveau atteint par la crise mondiale ne le leur permet plus. Leur politique face aux pays qui sont sous leur tutelle ressemble de plus en plus à celle de l'URSS, dont la force a toujours été plus militaire qu'économique. Face aux désordres et aux révoltes qu'a pu provoquer le désastre de ces économies faibles d'Amérique Centrale, les USA ne répondent plus que par la terreur et les massacres. Le bloc occidental n'a rien à envier au bloc de l'Est, avec ses génocides, ses Afghans.

Comment pourraient-ils tolérer des poches d'instabilité à leur porte, alors qu'ils redoutent le pire aux USA même ? Alors que le sous-développement, la misère sans fin, qui est le lot des pays faibles gagne aujourd'hui le cœur des grandes métropoles ? Alors que les USA redoutent l'explosion dans les immenses ghettos qui se développent en leur sein même, comme cela c'est produit en Grande-Bretagne ?

Les massacres en Amérique Centrale sont dans la même logique que la fermeture de Reagan face aux aiguilleurs du ciel dont 12000 ont été licenciés pour fait de grève. La logique d'une bourgeoisie qui menace parce qu'elle se sent menacée. Comme elle ne peut se permettre de tels carnages contre ceux qu'elle redoute le plus, les ouvriers

des grandes métropoles, elle tape là où les risques sont moins grands pour elle : dans les pays d'Amérique Centrale où aucune concentration ouvrière d'importance ne peut représenter un réel danger, où elle affronte la révolte acharnée mais impuissante de masses de sans-travail, de paysans pauvres. A travers ces massacres, ce sont les ouvriers de Sao Paulo, de Buenos-Aires ou de Bogotá qui sont visés, mais aussi les ouvriers américains.

Avec la faillite économique du système bourgeois la barbarie s'étend sur la planète : après le Cambodge, le Liban, l'Ethiopie, les boat-people vietnamiens ou haïtiens, les charniers recouvrent l'Amérique Centrale. La télévision nous étale ces visions d'enfer comme une menace, un avertissement : il y a toujours pire, et on tire sur tout ce qui bouge. Elle attend des ouvriers du monde entier indifférence et peur face à la réalité. Mais l'état se resserre autour du cœur du capitalisme rendant possible le surgissement d'une force capable de s'opposer à cette chute dans l'atrocité. Dans leurs luttes à venir, les prolétaires devront se souvenir de tous ces morts, de la faillite du capitalisme, pour entreprendre la transformation sociale de l'organisation de la société humaine.

J.E. et D.N.

Y.D.

➤ contrôle du pouvoir d'Etat qui vont des maisons de jeux jusqu'aux comptes des caisses locales de la sécurité sociale.

De même, la campagne largement reprises par les médias sur les "privilèges intolérables accordés à une coterie d'intouchables" dans la police, aboutissant à la mise sur la touche des commissaires Leclerc et Le Mouel, puis du patron de la police judiciaire visait en premier lieu à briser toute velléité d'indépendance vis-à-vis du pouvoir d'Etat central au sein d'un organe exécutif appelé à jouer un rôle majeur dans la situation future et qui se doit d'être un instrument docile au sein du pouvoir d'Etat.

DES MASSACRES POUR L'EXEMPLE

La situation au Salvador est entrée au hit-parade de la campagne publicitaire pour l'ordre. Une fois encore, on nous convie à assister au massacre de populations entières. Ce qui doit rester, ce sont des sentiments d'impuissance, ce qui doit être entretenu pour les populations du monde entier amenées au spectacle des massacres, c'est la peur, l'horreur que l'on ne peut fuir que par l'indifférence, dernier refuge non pas de la "bonne conscience", mais de la conscience écrasée sous la propagande bourgeoise.

■ Cette propagande quotidienne n'a pour but que de frapper l'imagination de la classe ouvrière mondiale mais surtout celle des centres du capitalisme.

Le message est clair : c'est l'ordre social que veut la bourgeoisie aujourd'hui. En massacrant les populations paysannes affamées et les très faibles secteurs du prolétariat qui ont osé se révolter dans ces pays, elle tente de faire passer son message auprès des ouvriers du monde entier.

Il a fallu plus d'une année de travail à la bourgeoisie mondiale pour écraser la révolte des ouvriers polonais au nez et à la barbe du prolétariat mondial et pour faire de cet écrasement le symbole de la "révolte matée". Au Salvador et dans toute l'Amérique Centrale, la tâche est bien plus facile. Les paysans, les vagabonds, les crève-la-faim et tous les miséreux qui la peuplent ne représentent pas une force suffisante pour remettre en cause l'ordre. Ils n'en sont pas moins homme ou femme dont on peut afficher les cadavres ensanglantés pour l'exemple. Résultats : 35000 morts au Salvador depuis 1979, des villages entiers massacrés au Guatemala, des populations affamées et fuyant la guerre (plus de 500000 "réfugiés" dans leur propre pays au Salvador).

Au Salvador les choses pourraient être aussi simples que ce qu'affirme Reagan, mais elles ne le sont pas : "La chose est simple : une guérilla armée et appuyée par Cuba tente d'imposer une dictature marxiste-léniniste à la population du Salvador, étape d'un plan impérialiste plus ambitieux. Si nous n'agissons pas de manière rapide et décisive pour défendre la liberté, de nouveaux Cuba s'éleveront sur les ruines des conflits actuels." Ainsi, d'après Reagan, un complot communiste d'envergure se fonde contre les "démocraties" d'Amérique Centrale : la "subversion" au Salvador serait armée par les sandinistes, Cuba serait derrière Managua, et l'URSS derrière Cuba. Il n'est pas question de ce fait de laisser "le cancer" communiste ronger la "démocratie des libertés". Il est vrai que les gouvernements soutenus par les USA ne sont pas très "fréquentables", qu'il y a "des incidents regrettables" de la part des juntes militaires, mais "ce n'est pas une raison pour laisser les communistes prendre le pouvoir, comme le disait un responsable américain.

Les déclarations tapageuses sur ce sujet de Reagan ou de Haig, malgré les témoignages de prisonniers "communistes" qui... se rétractent à la dernière minute, malgré les photos aériennes de la CIA, révélatrices du complot que prépareraient Cuba et l'URSS, qui démontrent tout et surtout rien, ce que montre essentiellement la situation, c'est plutôt l'absence évidente du bloc de l'Est. L'URSS est aujourd'hui trop empêtrée dans les problèmes internes à son bloc pour être capable de venir semer la zizanie au nez et à la barbe des USA, dans une de leurs zones d'influence privilégiée : c'est dans une situation économique catastrophique que l'URSS doit déjà affronter l'effort militaire du guépier afghan et les énormes problèmes sociaux révélés par la

crise polonaise.

Le Salvador, pas plus que le Nicaragua, ne sont l'enjeu d'une lutte d'influence entre les USA et l'URSS via Cuba. La fausse polémique entre Mitterrand et Reagan en est la meilleure preuve quand ils s'affrontent sur la question des ventes d'armes au Nicaragua. Il faudrait être un enfant de chœur pour croire qu'en amant les sandinistes au Nicaragua, les gouvernements de France et de RFA soutiennent le bloc russe dans une guerre de position en Amérique Centrale contre les USA.

Bien au contraire, en tenant d'un côté les juntes militaires sous l'emprise directe des USA et d'un autre les fronts de guérilla dits "de libération" sous le contrôle des gouvernements socialistes, le bloc occidental tient toutes les ficelles du jeu, les deux machoires de la tenaille entre lesquelles les populations d'Amérique Centrale se font littéralement broyer. C'est à une telle situation que Mitterrand devait faire référence quand il déclarait que l'Alliance Occidentale devait faire preuve de "plus de cohérence" et de "plus de vitalité". Le Salvador comme le Nicaragua sont l'illustration de cette politique de tenaille. Somoza chassé, la situation de la population ne s'est pas améliorée, sinon un peu plus militarisée. Quand les sandinistes au pouvoir imposent l'état de siège général en invoquant le danger d'un coup de force de la CIA et des anciens somozistes pour renforcer leur emprise sur une population encore trop agitée, cela relève de la même logique que celle des USA qui commanditent les massacres avec l'alibi d'un danger "russo-cubain".

Il ne faut pas oublier qu'à l'origine de ce que les journalistes appellent l'instabilité en Amérique Centrale et en particulier au Nicaragua, se trouvent les révoltes de millions de per-



sonnes écrasées sous le joug policier et une surexploitation sans limite, et non pas la main de Moscou.

Il ne s'agit donc pas seulement de dénoncer les dites luttes de "libération nationale" comme un moment de l'affrontement inter-impérialiste. En Amérique Centrale on assiste à la barbarie du capitalisme en crise profonde.

Ce qui se passe en Amérique Centrale est le produit direct de la politique de la bourgeoisie au niveau mondial contre le prolétariat montant, dans des pays qui sont un terrain de choix où peut s'exercer à l'heure actuelle la politique barbare de la bourgeoisie avec ses deux aspects complémentaires : la brutalité de Reagan et l'opposition "humaniste et pacifiste" de l'Internationale Socialiste, l'église, Mitterrand, Lopez-Portillo et les démocrates des USA.

LA POLITIQUE DES U.S.A.

Pendant les années 60, les USA tenaient les pays qui étaient sous leur dépendance grâce à leur force économique et militaire. La création du Marché Commun Centre américain qui avait relancé l'économie de ces pays en développant leurs exportations, appartient à cette période, aujourd'hui révolue.

(Suite page 3)

belgique

(Suite de la page 1)

luttés et leurs discours finissant toujours par justifier les mesures : pour "payer les chômeurs", pour répartir mieux la misère....

En fait de répartition, un an après, les mesures se sont faites plus dures : diminution des salaires, hausse des prix, licenciements massifs, dévaluation, telles sont les mesures prises par le gouvernement début 82.

Cette fois, la tendance à l'extension de la lutte entre secteurs et régions persiste, malgré les efforts des syndicats, et la tendance au débordement syndical, déjà manifestée en 81, s'est renforcée : "Les états-majors syndicaux ont beau s'efforcer depuis des semaines de canaliser les réactions spontanées de la base, ils parviennent de moins en moins à "rattraper" ces mouvements sauvages (...); au delà des considérations stratégiques d'état-major, la base elle-même reprend progressivement ses distances et relance des mouvements "incontrôlables" ("Le Soir", 10 mars 82).

Parties des industries sidérurgiques de Liège et de Charleroi, les grèves s'étendent sporadiquement à d'autres secteurs de la région, aux cheminots de tout le pays, et encore dernièrement à la région industrielle de Mons, proche de Charleroi.

C'est cette tendance à un mouvement plus général à laquelle s'opposent les syndicats. Si, malgré leur colère, les ouvriers semblent encore désorientés et ne prennent pas encore réellement en mains leurs assemblées générales et leur volonté d'extension, c'est d'abord aux syndicats et à la gauche qu'ils le doivent. La division entre la Flandre et la Wallonie, les efforts des syndicats pour faire reprendre Charleroi sont les aspects les plus criants d'une tactique générale d'émiettement de la volonté ouvrière.

GAUCHE ET SYNDICATS ENTRAVENT LA GENERALISATION

Les gens de gauche peuvent dire : voyez, fin 1981, le PS sort du gouvernement, et dès début 1982, la droite commence à taper, comme si le PS était une garantie de défense des intérêts ouvriers. Que le PS ait hésité à prendre la responsabilité de ces mesures, c'est certain : les premières mesures qu'il avait adoptées en 1981 avaient été significatives de la menace d'une réaction plus vive à tout essai d'aller plus loin. Il est sûr que si le PS était resté au gou-

vernement, les syndicats auraient eu plus de mal à faire leur sale boulot, que la situation aurait été encore plus claire pour les ouvriers, contre la gauche, les syndicats et leurs "perspectives".

Que font-ils dans l'opposition ? Ils protestent contre les mesures d'austérité "injustes" et cautionnent l'austérité en général :

- par des faux objectifs (pouvoirs spéciaux, blocage des prix...);
 - par un double langage : radical au niveau national, tout en faisant passer au niveau régional les mesures du gouvernement par un référendum truqué;
 - par la division, des mouvements séparés et opposés par secteurs, entreprises, régions (voir encart);
 - par l'essoufflement : promesses, manifs bidons, défilés sans but réel.
- Et quand les ouvriers, au lieu d'être dégoûtés de lutter, ont été dé-

les limités à un jour. Quand ils "soutiennent" une grève qui dure, ils la limitent à une entreprise. En Belgique, ils ont tout misé sur la reprise du travail à Charleroi, pour couper le bassin en deux (Charleroi est au milieu, entre Liège et Mons).

La classe ouvrière en Belgique réagit avec violence contre les récentes attaques de la crise. Ces réactions montrent que la passivité et le désarroi de la classe ouvrière dans les pays industrialisés de l'Ouest, qui ont caractérisé ces deux dernières années et permis la répression des luttes en Pologne, ne sont pas éternels et ne traduisent pas un recul définitif du prolétariat mondial. Mais, contrairement à la période de 68 qui avait vu une bourgeoisie surprise et contrairement à la grève de masse en Pologne qui s'était développée face à une structure rigide et monolithique, qui a du

la crise fournit un terrain objectif de plus en plus fertile.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les ouvriers se confrontent à ces problèmes : à Longwy-Denain, en Grande-Bretagne, en Hollande, en Italie ou en Pologne, partout les ouvriers se sont déjà heurtés à l'entrave du syndicalisme.

Mais les conditions du dépassement des entraves, des divisions entretenues par les syndicats mûrissent : déjà, par rapport à la vague de luttes de 78-79, les luttes en Belgique témoignent d'une réaction plus générale : à Longwy-Denain, en Grande-Bretagne, l'attaque était concentrée sur un secteur et la lutte est restée surtout celle "des sidérurgistes". Aujourd'hui, la bourgeoisie est obligée d'attaquer massivement, ce qui appelle une réponse nécessairement plus massive.

La réaction des ouvriers en Belgique est loin d'avoir atteint le niveau de celle qui a secoué la Pologne et le monde. Mais, elle se situe au coeur de l'Europe dite "prosper" et éclaire d'un jour plus cru les luttes en Pologne : les particularités des pays de l'Est disparaissent du premier plan lorsque la répression et la misère atteignent plus durement l'Ouest, quand les ouvriers reprennent les mêmes gestes, de la Pologne à la Belgique.

La bourgeoisie est peut être mieux armée pour élever des barrages contre le flot montant de la lutte de classe, mais la tendance profonde de la situation actuelle reste à ce que ces barrages cèdent : les luttes en Belgique ont montré que, malgré tous les efforts de la bourgeoisie, la tendance reste au débordement des syndicats, à l'extension des combats, à la perte des illusions sur la "démocratie" et les "solutions économiques nationales" à la crise.

Le chemin est plus dur encore pour les ouvriers des grandes concentrations industrielles d'Europe, parce que la bourgeoisie y est aguerrie à d'innombrables tours pour dévier les luttes, mais les ouvriers n'en tireront que plus de leçons, et plus en profondeur, sur la faillite du système, quels que soient les visages qu'il se donne.

C'est aux ouvriers de ces grandes concentrations industrielles qu'il revient d'aider ceux de Pologne, ceux du monde entier, à dépasser le syndicalisme, le nationalisme, les illusions réformistes et démocratiques. C'est à eux qu'il revient de livrer les combats décisifs sur la voie de la révolution mondiale. D.N.

le syndicalisme c'est la division des ouvriers

■ "Serain (Liège), vendredi, 8h30. Cinq à six cents membres de piquets de grève volants sortent des bâtiments où ils se réunissent tous les matins pour décider des actions du jour. Les visages sont tendus, l'ambiance nerveuse... "On va à Charleroi". Ainsi en a-t-il été décidé, dans la confusion générale, lors de l'assemblée générale qui vient de se terminer. Charleroi, c'est l'autre bastion, à une heure de route, l'autre pitié de Cockerill-Sambre le groupe industriel qui depuis la fusion de 81 réunit l'ensemble de la sidérurgie wallonne. Les ouvriers de Charleroi sont eux aussi en grève depuis bientôt 3 semaines, mais moins menacés par le programme de restructuration de l'Etat. On les soupçonne de vouloir reprendre le travail. Dans cette situation, cette rencontre Charleroi-Liège ne risque-t-elle pas de mal tourner ? Les dirigeants syndicaux qui le redoutent sont contre ce déplacement : "Je n'aime pas ça, on va diviser les deux bassins" dit le président de la FGTB de Cockerill. Les dirigeants se concertent et finalement décident de donner le contre-ordre : "Charleroi nous a demandé de ne pas monter". Donc, changement de direction. A la place on irait occuper la gare de Kinkampois, à quelques kilomètres de Liège." (Le Monde du 16 mars)

Ce que craignent les syndicats, ce n'est pas "la division des ouvriers", pour laquelle au contraire ils multiplient leurs magouilles. Ce n'est pas la désorganisation, au contraire ils l'entretiennent. Ce qu'ils craignent, c'est un mouvement de masse conscient de lui-même, c'est ce qu'on fait les ouvriers en août 80 en Pologne, lorsqu'aucune entreprise n'a voulu reprendre le travail tant que toutes n'auraient pas obtenu satisfaction.

goûtés par les syndicats, le "syndicalisme de combat" a surgi, comme une nouvelle entrave : les ouvriers ne laissant plus les syndicats faire tout à leur place, les délégués "de base" réinfiltrèrent le syndicalisme dans les assemblées générales et proposent des actions "radicales" mais vides de sens : blocages d'auto-routes ou attaques de sièges bancaires, "pour le symbole"... Quand les syndicats ne s'opposent pas à l'extension des grèves, ils

s'adapter "à chaud", les luttes ouvrières qui s'annoncent dans les pays occidentaux se heurtent à une bourgeoisie bien préparée. Les moyens dont elle use, de la provocation à la division, à travers les multiples visages de ses syndicats, sont une entrave terrible au renforcement de la classe ouvrière. Il faut donc s'attendre à ce que la maturation de ses luttes à l'Ouest soit bien plus longue, douloureuse, souteraine, même si l'approfondissement de

quand les "locomotives" s'arrêtent

Ce qui a déterminé la révolte des ouvriers des bassins sidérurgiques de Liège et Charleroi à Bruxelles depuis trois mois, ce n'est pas la crise internationale d'une corporation, la crise de la sidérurgie européenne, mais le développement généralisé de la crise économique. C'est un effacement lent, contrôlé mais profond et irréversible de l'économie qui fait mettre le genou à terre à des industries de base comme la sidérurgie.

"La Belgique est devenue l'homme malade de l'Europe. Sa prospérité au lendemain de la guerre que ses voi-

sins qualifiaient parfois "d'insolente" s'est progressivement dégradée au point que, aujourd'hui, sa situation est devenue au sens littéral du terme, catastrophique. Un déficit budgétaire quintuple de celui de la France, une balance des paiements de plus en plus déséquilibrée, un endettement intérieur et extérieur extraordinairement élevé, un chômage touchant 12 % de la population active, et, surtout, une désindustrialisation croissante risquent de faire de cette nation, autrefois plaque tournante de l'Europe, un pays sous-développé" ("Le Monde" du 23 février 1982).

■ Ce qui vaut pour la Belgique, vaut pour le monde entier. Ce qui se passe actuellement en Belgique à une petite échelle, montre le chemin pour l'ensemble des pays industrialisés. D'ailleurs, le même commentateur du "Monde" concluait son article, par :

"Une chose est certaine et de nature à inquiéter tous les européens : pour la Belgique, mais aussi pour les Dix, l'heure de la vérité a sonné" (id).

C'est ce nouveau bond de la crise dans les pays clés de l'économie mondiale que nos camarades en R.F.A. décrivent dans leur revue :

"Ce qui se passe actuellement en R.F.A. est de première importance. Rien qu'en janvier 1982, 250 000 chômeurs se sont ajoutés à la liste déjà longue des demandeurs d'emploi. En moins d'une année, les chiffres du chômage sont passés de 3,2 % à 8,2 % Et durant cette période, un million d'emplois ont disparu au moment où les places "ouvertes" diminuaient de moitié.

La R.F.A. enregistre actuellement la plus forte accélération du chiffre du chômage de tous les pays industrialisés. Il s'agit d'ailleurs de la plus forte accélération des chiffres du chômage de toute l'histoire sociale de l'Allemagne. Les tendances à l'écroulement du capitalisme sont donc aujourd'hui visibles dans le cœur même du système.

L'Allemagne a connu en 1923 une hyperinflation; ce n'est qu'en 1928 qu'elle a aussi connu un chôma-

ge massif. Dans les années 80, ces deux événements se superposent. Après sa réélection en 80, le gouvernement Schmidt a tenté de mener une autre politique économique mais le chômage croissant a entraîné des trous de plus en plus grands dans le budget de l'Etat et la lutte contre l'inflation s'est soldée par un échec (elle est passée de 2,6% à 7%). Schmidt est parvenu en 6 mois au résultat que Thatcher a mis trois ans à atteindre. La fin du facteur de stabilité de la R.F.A., de son Mark et l'effondrement du marché allemand sont autant de gifles à l'économie mondiale." (Weltrevolution n°7.)

Aujourd'hui, la crise ne peut plus être reportée sur les "maillons faibles" et la bourgeoisie des métropoles industrialisées ne peut plus fuir en avant en créant un marché fictif.

L'inflation et les politiques de "déficit budgétaire", la grande époque de la "planche à billet" des années 70 pour contrecarrer l'asphyxie du marché mondial, est révolue.

Pendant des années le capitalisme a vécu "à crédit", à l'Est comme à l'Ouest. Cette politique économique est radicalement terminée, le développement de la crise de surproduction, bien plus forte qu'au début des années 70, l'a fait voler en éclat.

La seule politique économique qui reste à la bourgeoisie mondiale pour "contrôler" l'effondrement de son système est de la faire payer directement à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, non seulement la classe ouvrière doit payer directement la récession par le chômage, la surexploitation, la baisse des salaires, mais elle doit aussi payer la dette qu'a contractée la bourgeoisie, cela par la réduction massive des budgets sociaux: médecine, transports, allocations, éducation, indemnités de chômage, retraite, etc... mille choses qui, à côté de la "vie" à l'usine, du bureau ou du chômage, font partie de la vie quotidienne de tous.

C'est la PAUPERISATION ABSOLUE et accélérée non plus seulement dans les pays sous-développés, mais dans les métropoles industrialisées elles-mêmes que la bourgeoisie a mis à l'ordre du jour. L'exemple de la Belgique est à cet égard, démonstratif.

MESURES EN BELGIQUE

La bourgeoisie n'y va pas de main morte:

- moins 3% sur les salaires ;
- dévaluation du franc belge ;
- 12% de chômeurs et licenciements ;
- réduction des allocations familiales ;
- coupures dans les fonds de sécurité sociale (42,5 millions de F.B.) ;
- diminution des allocations chômage et augmentation des cotisations sociales sur les salaires. Pour les chômeurs vivant avec une personne qui travaille, les réductions d'allocations sont ramenées à 35% de l'ancien salaire (contre 75% auparavant).

Une autre mesure qui donne le ton des coupes dans les budgets sociaux est l'annulation de 2066 trains, et pourtant la Belgique n'est pas grande!

L'orientation est la même en R.F.A. comme le disent nos camarades dans Weltrevolution :

"Aucune politique économique ne peut se mener sans se confronter à la classe ouvrière. Le chômage doit revenir moins cher à l'Etat, peu importe la manière. En R.F.A., cette attaque contre la classe ouvrière peut encore être retardée de quelques mois mais pas de quelques années." (Weltrevolution n° 7.)

Un peu partout dans le "monde industrialisé", la mode est aux politiques de "solidarité nationale". En

R.F.A., aux U.S.A., en Grande-Bretagne, les ouvriers, principalement dans la sidérurgie et l'automobile, sont invités à réduire leur salaire pour sauver leur entreprise. Ici aussi, l'exemple de la situation en Belgique doit servir de leçon comme le disent nos camarades en Belgique dans le journal Internationalisme :

"Nous devrions avoir appris cette leçon depuis longtemps (... pendant 8 ans de suite, les plans anti-crise de relance, et d'austérité se sont succédés. Tous annonçaient la fin du tunnel et demandaient un dernier effort pour un avenir meilleur. Les travailleurs se seraient la ceinture (les conventions collectives ne prévoyaient plus d'augmentation de salaire en dehors de l'index), ils perdaient même du salaire (entre autres par la cotisation de solidarité dans les services publics et par des diminutions de salaire dans différents secteurs et entreprises), mais l'état de l'économie s'aggravait toujours. Claus et Spitaels allaient combattre le chômage avec leurs plans mais il n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui (plus de 500 000 chômeurs complets)." (Internationalisme n° 63).

Nous entrons ainsi dans une époque clé, une époque où dans la faille historique du dernier système d'exploitation, la crise économique et la lutte de classe se rencontrent et s'affrontent au cœur du système capitaliste. Dans ces affrontements au cœur du système, la crise économique doit apparaître clairement aux yeux des exploités pour ce qu'elle était déjà depuis ses premiers jours: la crise d'un rapport social d'exploitation historiquement et totalement anachronique.

L'illustration la plus frappante de cet anachronisme historique est donnée par la nature même de la crise qui est une crise de surproduction et non pas une crise de pénurie.

Cela veut dire que le capitalisme est un rapport social bien trop étroit pour contenir l'ensemble des richesses qu'a créées la classe ouvrière tout au long de décennies d'exploitation.

Prénat.

le capitalisme : dernière société de classes

(Suite de la page 8)

UNE NECESSITE parce que, ayant atteint les limites de son expansion territoriale, le capitalisme ne pouvait continuer à surmonter ses crises de surproduction. Le système était plongé dans un état de crise permanente ; il ne pouvait plus désormais survivre qu'en se détruisant lui-même de l'intérieur dans une série de guerres mondiales et de catastrophes qui amenaient l'humanité au bord du précipice. C'est pourquoi les révolutionnaires de la 3^e Internationale ont proclamé en 1919 que la guerre mondiale de 1914-18 marquait le début d'une "période de la décomposition et de l'effondrement de tout le système capitaliste mondial et qui sera celle de la civilisation européenne en général si on ne détruit pas le capitalisme avec ses contradictions indissolubles". (Lettre d'invitation au Spartakusbund au 1^{er} Congrès de l'Internationale communiste).

La dépression des années 30, les horreurs de la 2^e guerre mondiale, l'actuelle crise économique mondiale et ses cortèges de misère et de famine, la menace croissante d'une apocalypse nucléaire, tout cela a amplement confirmé les pronostics de la 3^e Internationale.

Si les lois aveugles de la concurrence capitaliste ne sont pas remplacées par une prise en main rationnelle des ressources humaines appliquant les principes communistes de production et distribution des richesses, ce seront des milliers d'années de progrès de l'humanité qui seront balayées, sans doute à tout jamais.

POSSIBLE parce que à l'échelle du MONDE, "les forces productives qui se

sont développées au sein de la société bourgeoise, créent les conditions matérielles pour la solution de cet antagonisme". La science et la technique nécessaires à un saut supérieur et sans précédent des capacités humaines, existent déjà. Il serait possible de nourrir l'ensemble du monde ; il serait possible de réduire radicalement tout travail pénible et ingrat grâce à l'automatisme.

Seule cette organisation irrationnelle de la production qui défendra jusqu'au bout les intérêts de la classe dominante qui en tire tous ses avantages, entrave la réalisation de ces possibilités.

LE PROLETARIAT, CLASSE REVOLUTIONNAIRE

Mais la réalisation de ces possibilités ne se réduit pas à un simple problème technique. La force productive la plus cruciale qui fait du communisme une réelle possibilité, c'est la classe productrice elle-même, le prolétariat mondial. En créant le prolétariat mondial, le capitalisme a créé la première classe de l'histoire à être à la fois classe exploitée et classe révolutionnaire.

Dans les sociétés passées, les classes exploitées (les serfs, les esclaves, etc.) n'étaient pas révolutionnaires. Ils pouvaient se révolter contre leurs maîtres, mais ils étaient incapables d'avancer un réel programme de réorganisation de la société. A cette époque les classes révolutionnaires étaient toujours des classes exploitées parce que, comme on l'a vu, seules de nouvelles sociétés de classes pouvaient surgir. Mais comme le capitalisme crée la possibilité et la

nécessité d'une société sans classes, la force révolutionnaire en cette période historique doit résider :

"dans la formation d'une classe aux chaînes radicales, d'une classe de la société civile qui ne soit pas une classe de la société civile; d'un ordre qui soit la dissolution de tous les ordres, d'une sphère qui possède, par ses souffrances universelles, un caractère universel, qui ne revendique pas un droit particulier parce qu'on n'a pas commis envers elle une injustice particulière mais l'injustice pure et simple (...), d'une sphère enfin qui ne peut s'émanciper sans s'émanciper de toutes les autres sphères et par là les émanciper toutes, qu'en un mot, elle soit la perte totale de l'homme et ne puisse se reconquérir qu'à travers la réacquisition complète de l'homme. La dissolution de la société en tant qu'état particulier, c'est le prolétariat".

(Marx, "Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel" -souligné dans le texte).

Ici Marx répond à la question naïve qu'on pose toujours aux communistes : pourquoi et comment savez-vous que votre révolution communiste ne conduira pas les ouvriers à s'ériger en nouvelle classe dirigeante ? La réponse c'est que, ou bien le prolétariat s'émancipera lui-même "en émancipant toutes les autres couches de la société", autrement dit, en abolissant toutes les classes, ou bien il restera une classe exploitée. Toute révolution qui finirait avec une nouvelle classe de chefs à sa tête, fussent-ils pour autant les meilleurs éléments du prolétariat comme ce le fut en Russie, est une révolution qui aura failli, une révolution qui aura creusé sa propre tombe. Plus exactement, un tel résultat prouverait que la contre-révolution capitaliste a écrasé la classe ouvrière.

On peut voir en quoi la révolution prolétarienne est très différente de celle des classes précédentes.

Dans le passé, les nouvelles classes dominantes ne devenaient conscientes de leurs tâches politiques révolutionnaires qu'une fois la vraie bataille -la transformation du mode de production- plus ou moins gagnée. Tandis que la classe ouvrière ne peut mener sa lutte révolutionnaire qu'en étant pleinement consciente de toutes ses tâches politiques et économiques, les révolutions sociales précédentes se produisaient "spontanément", poussées de l'avant par des lois économiques aveugles. La révolution communiste n'est rien si elle n'est pas la réorganisation consciente de la vie sociale, l'abolition de toutes les lois économiques aveugles. Voilà pourquoi Marx l'a appelée "la fin de la préhistoire", parce que jusqu'à maintenant, toutes les sociétés humaines étaient en grande partie inconscientes d'elles-mêmes, des réelles motivations et des buts de l'activité humaine.

Les implications de ceci sont évidentes : le triomphe de la révolution communiste n'a rien d'inévitable. Si le prolétariat ne réussit pas à rompre les chaînes idéologiques qui le lient à cette société, s'il ne réussit pas à devenir conscient de l'enjeu global de ses luttes, alors rien n'empêchera la bourgeoisie de mener l'humanité à sa ruine. Les derniers soixante ans de barbarie sont le prix qu'a payé l'humanité à l'échec des luttes révolutionnaires de 1917-23.

La décadence du capitalisme crée les conditions objectives pour une transition au communisme, mais si la conscience subjective du besoin de la révolution ne mûrit pas dans la classe ouvrière, notre seul avenir sera la ruine de l'humanité.

C.D.W.

(Traduit World Revolution n° 47, mars 1982)

L'AVENIR APPARTIENT TOUJOURS AU PROLETARIAT

(Suite de la page 1)

et opposition, elle développe toute une stratégie, visant simultanément à immobiliser les prolétaires des autres pays, à enfermer ceux de Pologne dans le cadre national polonais, afin de pouvoir d'abord affaiblir leur lutte et les réprimer ensuite, au moindre prix.

Jour après jour, semaine après semaine, elle soumet les prolétaires de tous les pays et tout particulièrement ceux d'Europe à un travail intense de propagande où les discours des curés, des syndicats, des démocrates, des stalinien, des gauchistes par-delà leurs diversités et leurs contradictions apparentes convergent autour de trois idées-forces:

- "La crise économique, sociale qui se-

coule la Pologne n'a rien à voir avec la situation qui prévaut dans les autres pays, dans l'autre bloc":

- "Cette crise peut et doit trouver sa solution en Pologne";

- "Seule la modération des uns et des autres peut permettre que soit dégagée une solution dans l'intérêt de tous".

Parallèlement et en complément à cette propagande, elle développe tout un travail d'intimidation en agitant la menace d'une intervention des forces militaires du Pacte de Varsovie en Pologne, en évoquant "les graves conséquences que celles-ci auraient sur le maintien de la paix mondiale".

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE FAIT DEFAUT

Alors que la capacité du prolétariat en Pologne de dépasser ses craintes d'une intervention extérieure et de se débarrasser du sentiment national anti-russe qui pèse fortement sur sa conscience dépend fondamentalement de la capacité des ouvriers de Russie et des pays voisins de rentrer en lutte à leur tour contre leur propre bourgeoisie, ces derniers restent quasiment muets.

Alors que la capacité des ouvriers en Pologne de se débarrasser des illusions réformistes, démocratiques, syndicales dépend du surgissement à l'Ouest de luttes ouvrières puissantes qui mettent à nu le caractère dictatorial de l'Etat

"démocratique", la nature anti-ouvrière des syndicats même "indépendants", le caractère illusoire d'un capitalisme assurant un certain bien-être aux exploités, le prolétariat d'Occident reste passif. Ni les luttes qui se développent à l'Ouest (Italie, USA, Grande-Bretagne), ni celles qui se développent à l'Est (Russie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Roumanie) ne sont assez puissantes pour remplir cette tâche. Elles restent fondamentalement marquées du sceau du corporatisme, de l'isolement, ce qui facilite d'autant la riposte de la bourgeoisie pour en venir à bout.

LE PRIX DE L'ISOLEMENT

Seul, isolé de ses frères de classe, enfermé dans les limites du cadre national polonais, le prolétariat ne peut ni développer sa lutte, ni la maintenir au niveau d'août 80, face à un Etat auquel la bourgeoisie mondiale apporte tout son concours économique, politique et militaire. Il commence par abandonner ses assemblées générales souveraines, ses comités élus et révocables au moyen desquels il a organisé, centralisé, contrôlé son combat. Sous le poids de la mystification bourgeoise, il se consacre à la construction d'un syndicat classique, Solidarnosc, auquel ceux d'Occident font parvenir le matériel, les conseils, indispensables à son travail de sape de la combativité, de l'unité, de la conscience ouvrières. Et cela sous le regard bienveillant et complice du gouvernement polonais, et de l'Etat russe. Le prolétariat se laisse enfermer dans le jeu de fausse opposition entre gouvernement et syndicat auquel sont confrontés les prolétaires d'Occident, où la dureté du gouvernement envers le syndicat et le verbe radical du syndicat contre le gouvernement ne servent qu'à faire avaler aux ouvriers les reculs sur les revendications, les reculs sur les moyens à mettre en oeuvre pour s'opposer à l'intransigeance gouvernementale.

Chaque fois qu'il passe outre aux décisions du syndicat, chaque fois qu'il s'insurge contre ces "trahisons successives", le gouvernement polonais, et surtout l'Etat russe, se lancent dans des dénonciations fracassantes de Solidarnosc, lui redonnant ainsi la crédibilité indispensable à la poursuite de son travail de sape. Le prolétariat de Pologne qui, en juillet-août s'est battu au cri de "les ouvriers n'ont confiance qu'en eux-mêmes", se laisse traîner de négociation bide, en négocia-

LE PRIX DE LA DEFAITE

Le prix de la défaite est lourd pour le prolétariat mondial. Son détachement de Pologne qui a été à l'avant-garde de son combat est maté. Les hésitations de ses secteurs dans les autres pays de l'Est, à braver la terreur étatique, s'en trouvent renforcées momentanément. Les acquis d'août 80 concernant les méthodes de combat, l'unité de la lutte par-delà les frontières de blocs restent noyés dans un magma démocratique.

La cause profonde de la défaite, l'absence de solidarité active des prolétaires des autres pays, n'est pas clairement perçue. Le principal artisan de cette défaite, la bourgeoisie occidentale, qui a assumé l'essentiel du travail idéologique contre le prolétariat d'Occident mais aussi contre ceux des pays de l'Est à travers ses syndicats, ses émissions spéciales de radio (BBC, Radio-Free Europe), n'est pas

identifié. Le principal agent de l'affaiblissement du prolétariat en Pologne, Solidarnosc, bénéficie maintenant d'une auréole de martyr grâce à l'arrestation de ses principaux dirigeants

qui, beaucoup plus que leur neutralisation, a pour fonction de les mettre "au frigo" en vue de leur permettre, quand cela sera de nouveau nécessaire, d'effectuer leur travail anti-ouvrier.

LA BOURGEOISIE A GAGNE UNE BATAILLE, PAS LA GUERRE

Pourtant, si le prix de la défaite est lourd pour le prolétariat mondial, si la victoire de la bourgeoisie est nette, cela ne signifie pas pour autant que celle-ci est en mesure de jeter les ouvriers de l'Est et de l'Ouest dans une guerre mondiale fratricide. La bourgeoisie internationale ne se fait à ce sujet aucune illusion. Elle sait très bien qu'elle n'est parvenue qu'à mater une avant-garde de la classe ouvrière, et non à embrigader ses principaux bataillons, ceux de l'Ouest derrière l'Etat démocratique, ceux de l'Est derrière la bannière du "socialisme" soviétique. Elle sait parfaitement, que les conditions qui ont joué en sa faveur pour enfermer idéologiquement le prolétariat dans le cadre national polonais, que les conditions qui ont joué en sa faveur pour s'éviter d'avoir à affronter "plusieurs polones" simultanément en Europe, ne sont pas définitives mais conjoncturelles.

Le surgissement massif du prolétariat en Pologne en août 80, malgré les répressions féroces de 70 et de 76, est venu lui confirmer que l'arme de l'intimidation, de la répression qui est la seule que la bourgeoisie de l'Est ait pu opposer jusqu'à cette date à la classe ouvrière, est insuffisante pour obtenir durablement la passivité des ouvriers.

L'approfondissement, et la généralisation de la crise économique à tous les pays de l'Est, qu'annonce la situation catastrophique des économies de Pologne et de Roumanie, lui révèlent que la base du travail de division qu'elle a pu déployer contre le prolétariat polonais en jouant sur les différences de niveaux de vie existant dans les pays de l'Est, est en train de disparaître. La politique d'austérité draconienne qu'il lui faut désormais développer dans tous les pays du bloc et tout particulièrement dans ceux à forte population ouvrière (Allemagne de l'Est, Hongrie, Russie) l'expose à des réactions violentes des ouvriers.

Et avec elles, c'est l'une des armes les plus efficaces utilisées en Pologne pour affaiblir le prolétariat, le nationalisme, le nationalisme anti-russe en particulier qui risque de s'éteindre gravement.

Par ailleurs la bourgeoisie internationale est bien placée pour savoir que l'immobilisme dont a fait preuve le

prolétariat occidental n'a rien de définitif.

L'aggravation de l'austérité et surtout du chômage qui a partiellement contribué et contribue encore à sa paralysie relative sont autant de facteurs qui vont à l'avenir le pousser à réengager le combat avec davantage de lucidité et de détermination.

Le travail de démobilisation des luttes que la bourgeoisie avait effectué dès avant août 80, au moyen de ses fractions syndicales et de gauche radicalisant leur langage dans l'opposition ne saurait faire sentir ses effets éternellement.

Les campagnes idéologiques, démocratiques et syndicales, autour des événements de Pologne n'ont pas réussi à enrayer la tendance profonde à la désyndicalisation qui se manifeste depuis plusieurs années dans les pays où l'appartenance aux syndicats n'est pas obligatoire.

L'aggravation de la crise mondiale du capitalisme, la généralisation des politiques d'"austérité" dans tous les secteurs, dans tous les pays, jettent les bases d'un dépassement par la classe ouvrière des problématiques réformistes, corporatistes, nationalistes dans lesquelles le principal outil de la bourgeoisie, le "syndicalisme de combat" parvient encore à enfermer et stériliser ses efforts de résistance contre l'attaque du capital.

Pour toutes ces raisons la bourgeoisie internationale reste convaincue que sa victoire récente sur le prolétariat mondial en Pologne, ne sanctionne pas la fin de la guerre de classe, mais annonce l'ouverture de combats qui décideront de l'avenir de l'humanité: Révolution communiste ou Guerre impérialiste.

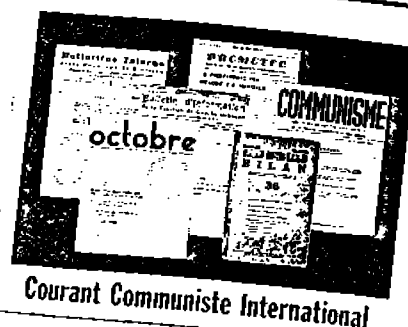
Ce sont à ces combats décisifs qu'elle s'est préparée en unissant ses forces internationalement. C'est à ces combats que le prolétariat doit se préparer. En reprenant dans ses luttes les enseignements d'août 80. En comprenant les raisons profondes de sa défaite. En mettant en pratique, contre l'unité de la bourgeoisie internationale, le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier: PROLETAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

L.L.

LISEZ NOTRE NOUVELLE BROCHURE

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

LA
GAUCHE
COMMUNISTE
D'ITALIE



Le mouvement communiste renaissant avec la reprise historique des luttes prolétaires éprouve les plus grandes difficultés à se réappropriier l'expérience et les analyses des courants révolutionnaires du passé et notamment des fractions de gauche qui se sont dégagées de l'Internationale communiste lors de sa dégénérescence. C'est tout particulièrement le cas de la GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE dont ceux qui se présentent comme les héritiers - les différents groupes bordighistes et notamment "Programma Comunista" - ont systématiquement occulté et déformé les apports.

Cette brochure se propose de contribuer à dépasser cette carence du mouvement révolutionnaire. Elle présente, textes à l'appui, les véritables apports de la GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE à la lutte du prolétariat mondial.

Lettre du GKP (Autriche)

Nous publions ci-dessous une lettre ouverte d'un groupe politique d'Autriche qui dénonce les mesures de répression que le gouvernement socialiste de Kreisky est en train de prendre contre les organisations dites "extrémistes" et visant en premier lieu, les organisations révolutionnaires.

Aux larmes de crocodiles qu'ont versé les gouvernements dits "démocratiques" d'Occident, face à la répression en Pologne et à leurs cris indignés sur le caractère "totalitaire" du bloc russe correspond, dans la réalité, une politique insidieuse mais tout aussi totalitaire, des Etats occidentaux face au danger de la lutte de classe. Depuis plusieurs années, les mesures de renforcement de l'appareil répressif de l'Etat se sont succédées dans tous les pays : Italie, France, Espagne, Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne..., que ce soit sous forme "légale" par l'adoption de mesures de plus en plus coercitives de contrôle de la population et de répression des "fauteurs de troubles", ou sous la forme matérielle d'une augmentation incessante des effectifs policiers et de la modernisation de leur arsenal "anti-émeutes". Cette politique consciente et coordonnée dans ce que la bourgeoisie a appelé "l'espace judiciaire européen" et qui signifie la collaboration internationale des forces de police, a fondamentalement pour cible tous ceux qui menacent et vont menacer "l'ordre social existant" et en premier lieu, la seule force internationale capable de le renverser : la classe ouvrière.

Tout cela, le groupe "Kommunistische Politik" le met en évidence clairement,

mais il faut tout de même relever dans son texte des restes d'illusions démocratiques lorsqu'il laisse entendre que "le prolétariat (pourrait dans certaines circonstances) utiliser les garanties constitutionnelles à son avantage". Ce texte révèle également une rupture incomplète avec le trotskysme (d'où le GKP tire ses origines) en affirmant que "les anti-fascistes... oublient" les déclarations de Kreisky et Cie précisant à propos des nouvelles mesures répressives "qu'il s'agit d'une arme contre la gauche et la droite. Les anti-fascistes "n'oublient" pas de mettre en évidence le but réel de ces mesures. Ce qu'ils font, et c'est leur fonction essentielle, c'est de le faire oublier à la classe ouvrière. Voilà ce que les révolutionnaires doivent dire à leur propos.

Le groupe "Kommunistische Politik" en appelle à la solidarité internationale des organisations révolutionnaires pour résister à la répression, solidarité que nous lui apportons en portant à la connaissance de nos lecteurs la dénonciation qu'il fait du caractère profondément anti-ouvrier des mesures prises actuellement par le gouvernement autrichien, dans un pays proche de la Pologne. Mais, fondamentalement, le seul rempart véritable contre la répression qui se développe, c'est la lutte de la classe ouvrière elle-même et sa propre solidarité internationale, seul contexte au sein duquel peut s'inscrire de façon efficace, la solidarité nécessaire des organisations révolutionnaires contre la répression étatique.

AUX ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES DE TOUS LES PAYS

Le Parti Socialiste de Kreisky qui se vante d'avoir créé en Autriche une île de démocratie et de prospérité sans pareille dans un monde secoué de crises et de guerres, prépare une grave attaque à la liberté d'organisation de la classe ouvrière. On prépare une révision de la loi concernant les partis politiques, sous le prétexte de finalement pouvoir disposer de moyens légaux contre les organisations néofascistes.

En réalité ce projet de loi vise toutes les organisations "extrémistes" qui -pour échapper au contrôle rigide de la loi relative aux associations, prise de l'empire des Habsbourg et remise à jour et renforcée dans les années 20 pour répondre aux nécessités de la bourgeoisie dans la répression des luttes de classes d'alors- agissent sous la loi relative aux partis en vigueur qui ne prévoit ni interdiction, ni dissolution.

Le nouveau projet de loi prévoit la mise hors la loi. L'article 2 du projet dit entre autres:

"Tout parti, parti électoral ou toute autre organisation non organisée en association qui selon son programme ou le comportement de ses membres

poursuit clairement des buts contraires à la loi de l'an 1947 (qui prévoit des peines pour la reprise d'activités nazies et pour toute autre activité dirigée contre la démocratie parlementaire -note de la GKP-) ou contraires au Traité d'Etat de l'an 1955 concernant la reconstitution de l'Autriche indépendante et démocratique (qui punit comme crime toute activité qui vise à un changement violent des rapports politiques -note de la GKP-) sont anticonstitutionnels"

Le but de cette nouvelle loi est évident : vu l'accentuation mondiale des luttes de classes et vu que l'Autriche à son tour cesse d'être une "île", Kreisky et Cie recourent à tous les instruments pour la défense de l'ordre : des moyens politiques et idéologiques à ceux de la police (installation d'unités spéciales anti-terrorisme et anti-émeutes) et aux moyens juridiques. Loin d'être une mesure contre les activités néofascistes peu importantes pour le moment, cette loi représente une menace ouverte contre toutes les organisations révolutionnaires. La participation à une manifestation combattive la participation à des piquets de

grève, un comportement individuel de certains de leurs militants contrairement aux exigences de l'ordre public suffisent pour la criminaliser entièrement.

Si les antifascistes applaudissent à cette initiative comme résultat de leur longue lutte pour obtenir des lois plus démocratiques, ils oublient que Kreisky lui-même et Heinz Fischer (président de la fraction socialiste au parlement) ont déclaré qu'il s'agit d'une arme contre tous les groupes qui tentent de se soustraire au contrôle spécifique exercé sur les associations, c'est-à-dire d'une arme contre "la gauche et la droite". On ne peut concevoir une manœuvre plus claire pour bloquer de manière préventive, dans une phase de paix sociale relative, toute initiative du prolétariat à s'organiser de façon autonome. Et cela d'autant plus que le Parti Socialiste défend plus ou moins ouvertement l'interdiction de "groupes extrémistes de gauche" après la réforme.

Ce n'est pas par hasard qu'une telle initiative soit prise précisément par l'Etat autrichien qui se trouve aux frontières entre l'Est et l'Ouest : dans une situation qui rend la confrontation et la liaison internationale entre les avant-gardes du mouvement ouvrier toujours plus urgentes, l'Autriche avec ses mesures répressives cherche à s'accréditer comme soupape de sécurité contre toute tentative d'ordre internationalis-

te entre les prolétaires. Un signe clair en est la réaffirmation nationaliste de "l'indépendance" de l'Autriche.

Il va de soi qu'un tel changement, comme l'a déjà fait entendre le Parti Socialiste dans son organe central "l'Arbeiterzeitung" frapperait surtout notre organisation, l'Internationalistische Kommunistische Liga et la Kommunistische Organisation Wien.

Sans pour le moment nourrir des illusions sur les droits démocratiques, convaincus que la liberté d'organisation du prolétariat ne dépend pas d'articles de loi, mais uniquement du rapport de forces entre les classes et que le prolétariat ne pourra utiliser les garanties constitutionnelles à son avantage que s'il fait valoir son propre caractère international, nous appelons directement aux organisations révolutionnaires de tous les pays, parce que seule la solidarité internationale nous permettra de résister à la vague répressive imminente.

Nous vous demandons donc de publier cette lettre ouverte et nous vous demandons de contribuer à rompre avec la logique ruineuse des réponses particulières aux actes spécifiques des classes dominantes.

POUR LA LIBERTÉ D'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE !
CONTRE LA REPRESSION !
INTERNATIONALISME PROLETARIEN !
Vienne 10 février 1982

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDE (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION (RFA)
Postfach 410308, 5000 KÖLN 41

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F)
- Nation ou classe (4 F)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F)
- La décadence du capitalisme (10 F)
- Le TROTSKYSME (6 F) (épuisé) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (4 F) (recueil d'articles) (épuisé)
- L'Etat dans la période de transition (12 F)

Directeur de Publication : D.VAN DER LINDEN
N° de Commission Paritaire : 54 267

IMPRIMÉ PAR LES NEMPP

Imprimerie G. TAUTIN, 4, Passage Dieu
PARIS 20ème.

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros
de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER	PAR AVION
55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMES :

ABONNEMENTS COUPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
110 F	110 F	140 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X PARIS

réunions publiques

du mois d'avril sur le thème:

CRISE ECONOMIQUE

ET PERSPECTIVE REVOLUTIONNAIRE

VOIR LES DATES ET LIEUX CI-DESSOUS

BORDEAUX

Réunion Publique le 24/4/82
à 17 h au café Victor Hugo, 52, cours
Victor Hugo.
Contacts-diffusion au Marché St Michel
Place Meynard le 24/4 de 10h30 à 11h30

LYON

Réunion Publique le 30/4/82 à 21h
au 3 rue Diderot, Lyon 1er
Permanence le 28/4 à 18h, même
adresse que la réunion publique.

MARSEILLE

Réunion Publique le 23/4 à 21h au
205, rue Ste Cécile -13005-

NANTES

Réunion Publique le 17/4 à 17h au
Centre Social des Bourderies.
Permanence le dernier mercredi du
mois à 20h30 au Bar de l'Hôtel de
Ville de Nantes-Chantenay.
Contact-diffusion le 2ème samedi du
mois au marché de la Petite Hollande
de 10h30 à 11h30.

PARIS

Réunion Publique le 17 avril à 17h

au 27, avenue de Choisy -Paris 13ème
salle verte.
Permanences tous les samedis sauf ce-
lui de la Réunion Publique à 16h, au
même endroit.

TOURS

Réunion Publique le 24/4 à 17h au
43, rue Lamartine.

TOULOUSE

Réunion Publique le 30/4 à 21h cité
Universitaire de l' Arsenal, bât. 2.
Permanence tous les vendredis sauf
celui de la Réunion Publique à 18h
30, au bar "Le Colbert", avenue de
St Exupéry, Pont des Demoiselles.
Contact-diffusion au marché sur le
boulevard (près de la place Jeanne
D'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de
chaque mois et au marché aux Puces
(St Sernin) le 2ème dimanche du mois
de 11h à 13.

ROUEN

Permanences les 3.4.82 (15h) et 7.5.
82 (20h30) à "La Halle aux Toiles".

révolution internationale

LE CAPITALISME : DERNIERE SOCIETE DE CLASSES



De même que les "Thèses sur Feuerbach" sont l'exposé le plus concis et complet de Marx sur le problème de l'action et la connaissance humaine, de même la "Préface à la contribution à la critique de l'économie politique" concentre en un texte ramassé la théorie marxiste de l'évolution de l'histoire humaine.

Dans des textes de *Revolution Internationale* (RI n°5 et 6 ancienne série) nous reprenons à son point de départ cette affirmation contenue dans la "Préface..." de Marx :

"A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une période de révolution sociale."

Marx identifie "les modes de production asiatiques, antiques, féodaux et bourgeois moderne" comme "des périodes progressives dans le développement économique de la société" ; nous avons tenté dans ces textes de mon-

trer comment "les forces productives matérielles de la société entrent en conflit avec les rapports de production existants, ceci, tout au long du développement social qui va de la dissolution du communisme primitif au déclin du féodalisme. Dans notre brochure "La décadence du capitalisme", nous nous sommes concentrés sur le cas particulier de la décadence de la société capitaliste. L'article suivant se voudrait un complément à notre brochure en analysant de plus près une autre affirmation clé, une affirmation de base contenue dans la "Préface..." :

"Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagoniste du procès social de production, antagoniste, non pas dans le sens d'un antagonisme individuel, mais d'un antagonisme qui naît des conditions sociales d'existence des individus. Cependant, les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent en même temps les conditions matérielles pour résoudre cet antagonisme."

Avec cette formation sociale s'achève donc la préhistoire de la société humaine."

En d'autres termes, le capitalisme est la dernière société de classes, le dernier système où les forces productives de l'humanité se développent sur la base de l'exploitation de l'homme par l'homme.

LES SPECIFICITES DES CRISES DU CAPITALISME

■ Comme toutes les sociétés de classes précédentes, le capitalisme connaît une période d'ascendance et de déclin. Dans la période ascendante, approximativement jusqu'au début du XX^e siècle, l'extension des rapports marchands capitalistes à travers toute la planète entraîne la plus gigantesque croissance des forces productives que l'espèce humaine ait jamais vue. Obligée de moderniser en permanence ses bases technologiques pour affronter les impitoyables exigences de la concurrence et la nécessité impérieuse de réaliser un profit, "la société bourgeoise a créé des forces productives plus massives et plus colossales que toutes les générations précédentes réunies... Quel siècle antérieur aurait soupçonné que de pareilles forces productives dormaient au sein du travail social ?" (Manifeste du Parti Communiste)

Mais même dans sa phase ascendante, ce gigantesque essor a été périodiquement interrompu de crises économiques dévastatrices.

En analysant la nature de ces crises, Marx nous donne un cadre pour comprendre en quoi l'agonie de la société bourgeoise est fondamentalement différente de celle des sociétés précédentes :

"Une épidémie qui, à toute autre époque eût semblé une absurdité, s'abat sur la société. L'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pour-

quoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce" (Ibid.).

Les sociétés précédentes ont péri parce qu'elles n'étaient pas capables de produire suffisamment. Leur mode d'organisation social du travail garantissait que - quels que soient les progrès technologiques permis - ceux-ci ne seraient jamais suffisants pour combler les besoins matériels en perpétuelle expansion de l'humanité. C'est pourquoi, lorsqu'une société de classes entre en phase décadente, elle ne pouvait qu'être remplacée par une autre société de classe.

Dans la mesure où les forces productives étaient trop primitives pour satisfaire les besoins de chacun de façon équitable, la production et la distribution des biens ne pouvaient qu'être organisées sur une base inégale et hiérarchisée, une classe exploitant une autre en faisant usage de l'appareil politique de la société pour renforcer son exploitation. La nouvelle classe dominante pouvait - par rapport à l'ancienne - appliquer des méthodes plus rentables et sophistiquées pour extraire un surplus de travail aux classes exploitées, mais elle ne pouvait jamais - quels que soient ses idéaux - en finir avec l'exploitation en tant que telle.

Avec la société capitaliste, nous voyons cependant apparaître un phénomène historique inédit : celui des crises de surproduction. Par surproduction, il ne faut néanmoins pas entendre que la société capitaliste satisfait les besoins humains. Encore que le capitalisme offre objectivement les moyens de le faire, et même au delà des nécessités

vitales, élémentaires de tous les hommes de la terre (la nourriture, le vêtement et le logement), l'humanité se trouve plus que jamais aujourd'hui, dans son écrasante majorité, en état d'indigence.

La surproduction capitaliste est une surproduction, non tant de moyens propres à satisfaire les besoins humains, mais de marchandises, c'est-à-dire de capital. Le capitalisme est un système de production pour le profit marchand. A la question qu'on peut entre autre se poser : est-ce que l'humanité disposerait de trop de machines pour alléger le poids du labeur, il y a lieu de répondre : en fait, comme de nouveaux profits capitalistes ne peuvent provenir que de la force de travail humaine, moins il y a de travailleurs impliqués dans le processus de production proportionnellement à l'importance des machines, et plus le taux de profit du capitalisme tend à chuter. Malgré cela, la concurrence oblige quand même en permanence la bourgeoisie à augmenter le rapport entre le travail mort (les machines) et le travail vivant (travail humain) en faveur du premier.

Que le capitalisme souffre de crises de surproduction, cela ne veut donc pas dire que chacun dans cette société a trop de tout, bien au contraire. En

dernière analyse, la crise de surproduction du capitalisme signifie aujourd'hui une production excédentaire à la capacité de son absorption, non par les hommes, mais par les marchés économiques mondialement saturés. C'est une crise de l'accumulation capitaliste, l'accumulation étant par excellence la loi organique du capitalisme, qui a toujours l'obligation vitale de devoir se reproduire à une échelle élargie.

Aujourd'hui, le capitalisme présente définitivement une situation dans laquelle est d'ores et déjà réuni un potentiel qui n'a jamais existé dans aucune société précédente : un potentiel d'abondance qui offre objectivement la possibilité d'une société où, comme le dit Marx dans le Manifeste : "Le libre développement de chacun est le libre développement de tous."

Mais en même temps, aujourd'hui, les forces productives, au lieu de satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité sont enchaînées, parce que soumises à la logique de l'expansion du profit capitaliste. Cela illustre exactement la célèbre formule de Marx reproduite dans l'introduction de cet article quant au choc entre les forces productives et les formes de production.

LA NECESSITE ET LA POSSIBILITE DU COMMUNISME

Les crises périodiques de surproduction que Marx décrit au XIX^e siècle montrent en quoi les rapports de production capitalistes tendaient déjà à se heurter aux forces productives. Mais ces crises pouvaient encore être des facteurs d'expansion du capitalisme : la chute du taux de profit et la saturation des marchés disponibles conduisaient le capitalisme à s'étendre, sur tout le globe à la recherche de nou-

veaux marchés, de nouvelles zones d'investissements plus rentables. A cette époque, les conditions n'étaient pas mûres pour que s'ouvre la voie à un mode de production supérieur. Mais une fois que le capitalisme est devenu une économie mondiale, la transition à une nouvelle société, une société sans classes, est devenue à la fois une nécessité et une possibilité.

(Suite page 5)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont déçagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "lutes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompus.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.